

Hépatite virale : Politique mondiale

Résumé exécutif

Les hépatites virales chroniques sont très répandues partout dans le monde : on estime à près de 500 millions le nombre de personnes actuellement atteintes des hépatites B ou C. Ces deux maladies sont la cause d'un taux de mortalité et de morbidité important dans le monde entier, avec près d'un million de décès chaque année leur étant directement attribuables ou provenant de leurs séquelles : maladies du foie et cancers primitifs du foie.

Ce rapport dresse une analyse et une vue d'ensemble sans précédent des politiques et programmes des pays qui déterminent la prévention et le contrôle de l'hépatite virale. Ces renseignements recueillis par une enquête effectuée auprès des ministères de la Santé de l'ensemble des États membres de l'OMS décrivent les travaux déjà en cours, les domaines qui nécessitent de plus amples mesures et là où de l'aide est nécessaire.

Cette étude fait ressortir sans la moindre ambiguïté l'importance qui est actuellement accordée aux hépatites virales dans les ordres du jour sanitaires des États. Sur les 135 pays qui ont répondu à l'enquête, 80 % d'entre eux déclarent considérer les hépatites B et/ou C comme relevant d'une question urgente de santé publique. Dans les régions du Pacifique occidental et de l'Est méditerranéen ce chiffre était de 90 %, et en Afrique il approchait les 100 %. Et globalement, les résultats soulignent que, bien qu'il existe dans certaines régions une politique et des programmes extrêmement efficaces, il subsiste des écarts phénoménaux et dans la majeure partie du monde, ceux-ci ne sont pas encore en place ou nécessitent d'être nettement renforcés.

Les programmes de prévention et de contrôle de l'hépatite sont à multiples facettes : immunisation, dépistage du sang, sécurité des pratiques d'injection, sensibilisation et éducation du public à la santé, programmes de santé sexuelle, veille sanitaire, services aux toxicomanes et alcooliques, prises de sang et accès aux soins. Il est par conséquent primordial d'adopter une stratégie en matière de planification et de coordination. 70 % des pays déclarent avoir en place une stratégie nationale pour la prévention et le contrôle des hépatites virales, et 71 % avoir des objectifs nationaux. Toutefois, d'après les compléments d'informations donnés, il est clair que certaines stratégies relèvent davantage d'une série de programmes distincts et non-coordonnés plutôt que d'une approche stratégique cohésive. Le fait que la majorité des pays qui ont déjà des objectifs en place, ainsi que ceux qui n'en ont pas, veulent recevoir de l'aide de l'OMS à les développer laisse supposer qu'un grand nombre des objectifs existants ne répondent pas de manière complète au problème.

Beaucoup de progrès sont faits en vue de protéger la prochaine génération à l'abri de l'hépatite B : des politiques de vaccination sont en place dans pratiquement chaque pays et presque toutes ces politiques incluent les enfants en bas âge. En revanche, beaucoup d'autres groupes à risques ne sont pas couverts, tout particulièrement dans les pays à faible revenu. 40 % des pays souhaiteraient recevoir de l'aide avec la prestation de vaccination, ce qui souligne bien la nécessité d'élargir et de renforcer les politiques et programmes de vaccination.

L'absence de données précises sur la prévalence de l'hépatite est largement reconnue comme étant un obstacle à une prévention et un contrôle plus efficaces, tant au niveau international que national. 82 % des pays déclarent avoir en place des mesures de veille sanitaire pour les hépatites B et/ou C, bien que leurs composantes divergent considérablement : un tiers de ces pays déclare ne disposer d'aucun renseignement sur la prévalence et plus des deux tiers demandent à avoir de l'aide en matière de veille sanitaire.

L'accès au dépistage et aux soins varie considérablement et dans certaines régions, tous deux sont très limités. Seulement deux personnes sur cinq vivent dans des pays où plus de la moitié de la population a accès au dépistage et seulement 4 % des pays à faible revenu déclarent que le dépistage est accessible. Plus de la moitié de la population vit dans des pays qui n'offrent pas de dépistage gratuit et 41 % dans des pays où il n'existe aucun financement gouvernemental pour assurer les soins des hépatites B ou C. Quatre pays à faible revenu sur cinq, et près d'un pays à revenu élevé sur trois, seraient ravis de recevoir de l'aide pour accroître l'accès aux soins.

En plus d'accès au dépistage, pour améliorer les diagnostics il est indispensable de sensibiliser ceux qui ont pu être exposés à l'hépatite B ou à l'hépatite C aux risques et aux voies de transmission qui existent. Il s'agit là d'un élément indispensable à la prévention. Il est cependant rare que les gouvernements financent des campagnes de sensibilisation. Beaucoup d'exemples innovants ont été fournis, qui montrent combien cette méthode peut être efficace pour améliorer la prévention et le contrôle des hépatites virales. A ce titre, près des deux tiers des gouvernements souhaiteraient recevoir de l'aide pour initier ou améliorer des activités de sensibilisation à l'avenir, notamment de la part de la majorité de ceux qui déclarent déjà le faire.

Cette pléthore d'éléments nécessaires pour assurer une prévention et un contrôle efficaces signifie qu'il peut être extrêmement complexe d'arrêter une programmation qui soit efficace. Bien que difficile, cette complexité présente aussi des possibilités : celle d'intégrer l'hépatite virale dans les programmes existants, et celle également d'introduire de nouvelles politiques qui pourraient avoir un impact favorable sur d'autres questions de santé publique de toute première priorité, comme le VIH/SIDA et la toxicomanie par voie intraveineuse. Au bout du compte, le système sanitaire dans son entier s'en verrait amélioré.

Face à la multiplicité des facettes de la prévention et du contrôle, il n'est sans doute pas étonnant que la majorité des gouvernements souhaitent ne pas s'attaquer seuls à l'hépatite : près des trois quarts d'entre eux disent collaborer avec des organisations non-gouvernementales. Sur les 60 pays qui ont donné des précisions à cet égard, 44 d'entre eux disent travailler avec l'OMS, et plus de 9 sur 10 souhaiteraient recevoir davantage d'assistance. Cela souligne combien l'expertise technique de l'OMS est importante comme réponse mondiale efficace aux hépatites virales.

Ce rapport montre clairement les disparités qui existent actuellement dans le monde et par conséquent tout le travail qu'il reste à faire pour commencer à s'attaquer aux hépatites virales d'une manière coordonnée à l'échelon mondial. Il révèle aussi cependant qu'il existe un accord généralisé sur la nécessité d'engager ce processus et que la volonté politique existe pour y parvenir.